

N'ayons pas peur de... nous

Béatrice Vaugrante

Volume 53, numéro 4 (296), juin 2012
Nous ?

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/66861ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)
1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Vaugrante, B. (2012). N'ayons pas peur de... nous. *Liberté*, 53(4), 61–64.

N'AYONS PAS PEUR DE... NOUS

Il est encore temps de rêver de faire le choix d'un véritable siècle des lumières. Il est encore temps de faire de ce siècle un passage irréversible de l'humanité vers une civilisation qui respecte fondamentalement le genre humain, non pas vu comme un moyen, mais vécu comme une fin. Ici et maintenant, on peut commencer.

Les idées de justice et de dignité humaine, laissées entre autres par Confucius, les penseurs de l'islam de l'âge d'or et de l'« autre » siècle des Lumières, ont abouti finalement, dans la seconde moitié du xx^e siècle, à une genèse formidable des droits de la personne sur la scène internationale : naissance de la *Déclaration universelle des droits de l'homme* en 1948 et, depuis, des pactes et des conventions internationales qui la renforcent. Et même la Cour pénale internationale pour juger les pires crimes des hommes sur Terre !

Pourtant le xx^e siècle a continué d'être une boucherie. Les textes internationaux sont certes très beaux — « l'avènement d'un monde où les êtres humains seront libres de parler et de croire, *libérés de la terreur et de la misère*, a été proclamé comme la plus haute aspiration de l'homme » —, mais ces textes restent encore pour beaucoup une trop lointaine réalité.

Pourquoi ? De quoi avons-nous peur pour ne pas vouloir enfin *être libérés de la terreur et de la misère* ? C'est de cette liberté dont j'aimerais vous parler.

Inlassablement de faux choix nous sont rabâchés afin de justifier des politiques qui se veulent rassurantes, mais qui sont pourtant fondamentalement dangereuses pour notre liberté, car s'appuyant sur nos peurs. Ces faux choix semblent trouver des oreilles attentives ces temps-ci, ce qui m'inquiète. J'en nommerai trois : identité ou ouverture ; sécurité ou droits de la personne ; libertés individuelles ou dignité collective.

Identité ou ouverture ?

Le poète persan Saadi, qui vécut au XIII^e siècle, a écrit :

Les êtres humains sont les parties d'un corps.
Si une des parties souffre
Les autres ne peuvent trouver la paix.
Si le malheur des autres te laisse indifférent
Tu ne mérites pas d'être appelé Homme.

La compassion pour la souffrance d'autrui est un élément essentiel de la philosophie des droits de la personne. La compassion ne veut pas dire la charité : elle réclame la justice.

L'Autre ne doit pas nous faire peur. Allons à sa rencontre, défendons avec lui, avec elle, sa vie, sa dignité, la possibilité de faire des choix valables, d'être libres donc. Soyons curieux de nos différences et de l'universalité de notre condition humaine. Parce que vos droits, votre dignité en dépendent. Notre identité se nourrit de notre passé, mais elle mourra si elle n'est pas nourrie du présent, si elle ne se colore pas des sons, des histoires et des rêves venus d'ailleurs.

Tiffany Morrison. Jeune femme sans histoire. Vit entourée de sa mère, de sa sœur, de sa fille. Sort d'un bar, s'engouffre dans un taxi, puis... plus rien. Disparue en 2006. Qui s'en préoccupe ? Pas de une dans les médias, pas de recherche nationale... Tiffany est retrouvée morte sous un pont en 2010. C'est trop loin de nous ? Kahnawake, c'est juste de l'autre côté du pont. Les femmes autochtones ont cinq fois plus de risques de mourir de mort violente que les femmes non autochtones. Je me souviendrai longtemps du regard interrogateur de sa mère. Pourquoi ?

Nourrir les préjugés envers les Autochtones, ostraciser les musulmans, ériger des forteresses contre les immigrants et les réfugiés, vouloir habiller ou déshabiller les femmes. Démoniser les personnes qui défendent ces droits.

N'ayons pas peur de notre choix : identité ET ouverture !

Sécurité ou droits de la personne ?

Au nom de notre sécurité, parce que nous avons peur, nous avons laissé s'opérer des reculs quant aux choix que nous avons faits pour nos droits. Notre peur — légitime mais entretenue — a permis de les écorner, de tourner les coins ronds, de faire semblant, de dire que c'est « exceptionnel » et « temporaire », « préventif », « pour sauver des vies », de créer des systèmes parallèles et secrets... pour notre bien.

« Ceux qui sont prêts à laisser un peu de leur liberté pour un peu plus de sécurité ne méritent ni la liberté, ni la sécurité. »

Du temps de Benjamin Franklin ce problème se posait déjà.

La sécurité, pour tous, c'est la justice. C'est se tenir debout, avoir confiance dans nos institutions judiciaires et notre démocratie, c'est refuser la loi du Talion. Ceux que l'on est censés combattre ont remporté une victoire, amère pour nous : nous avons abdiqué, Guantánamo est leur trophée. Et nous, sommes-nous plus en sécurité ?

Torturer ou sous-traiter la torture, détenir illégalement et indéfiniment, offrir des parodies de procès, combattre une « guerre » sans en respecter les lois, marchander les armes sans contrôle, croire que la peine de mort va tout régler. Démoniser les personnes qui défendent ces droits.

N'ayons pas peur de notre choix : sécurité ET droits de la personne !

Libertés individuelles ou dignité collective ?

Il faut craindre les recours fallacieux et ô combien abusifs au mot « liberté » !

La liberté ne peut jamais aller sans égalité, elle ne peut pas être sans limites, sinon elle oppresse. Les libertés individuelles ne sont pas réservées aux plus forts, ce sont alors des libertés qui excluent.

« Entre le fort et le faible, entre le riche et le pauvre, entre le maître et le serviteur, c'est la liberté qui opprime, et la loi qui affranchit. »

Cette phrase de Lacordaire, homme politique du XIX^e siècle, nous rappelle la raison fondamentale de la solidarité : les droits de la personne sont pour tous. Puisque les libertés débridées créent des inégalités, elles doivent être corrigées. Il ne faut pas avoir peur de réclamer des lois qui protègent, qui affranchissent, qui donnent aux

plus vulnérables, AU PLUS GRAND NOMBRE... la liberté de choisir. Et je ne parle pas des « lois du marché ».

Avoir accès au logement est aussi important que de s'exprimer librement. Cela paraît choquant pour certains. Mais vivre dans la dignité est un tout indissociable, avec un toit, et une voix. Pour tous. La pauvreté n'est pas une fatalité, elle est décidée. Que notre attachement aux droits de la personne ne soit pas sélectif. Rappelez-vous : être libérés de la terreur ET de la misère.

Nourrir avec des banques alimentaires et des guignolées, réduire à des coûts variables l'éducation, le logement, la santé, permettre à des entreprises extractives de détruire environnement et lieux de vie, isoler dans la pauvreté les familles autochtones. Démoniser les personnes qui défendent ces droits.

N'ayons pas peur de notre choix : libertés individuelles ET dignité collective !

N'ayez pas peur de dénoncer ces abus, de dénoncer cette régression indigne du progrès humain. Si nous souhaitons la croissance, voici bien l'unique priorité : la croissance de la dignité humaine, la véritable liberté de chacun dans une société qui garantit les droits de la personne pour tout le monde.

Ne restez pas silencieux en attendant que l'orage passe, parce que vous n'êtes pas concernés. Il ne passera pas si vous ne faites rien. Vous êtes concernés.

« Bien plus que le bruit des bottes, je crains le silence des pantouffes. » Cette citation vous donne-t-elle une idée de l'importance d'agir pour notre liberté ?

Nous avons le choix en ce début de siècle de décider de rendre la justice et la dignité réelles pour toutes et tous. Ici et maintenant.

N'ayons pas peur de NOUS.

Ceux qui combattent peuvent perdre.

Ceux qui ne combattent pas ont déjà perdu.

BERTOLT BRECHT